

La lettre de L'UFICT

Courrier fédéral N° 249

du 19.03.11 au 25.03.11
<http://www.ftm-cgt.fr/ufict.htm>

La compétitivité, une mystification pour mieux imposer une hyper austérité

Une campagne bien orchestrée

Dès le début janvier, les flèches étaient décochées, avec le même objectif : Imposer une nouvelle diminution de la part salariale dans la répartition des richesses.

C'est d'abord M. Valls qui s'en prend aux 35 heures en faisant écho aux déclarations précédentes et convergentes de la patronne du MEDEF.

Puis c'est M. Copé qui renchérit dans la foulée, suivi de près par M. Novelli, l'ultra libéral vice-président de l'UMP, celui-ci n'hésitant pas à déclarer : « on règlera définitivement la question des 35 heures quand la réglementation du temps de travail sortira du code du travail pour être négocié par entreprise ».

Ces déclarations pour le moins convergentes avaient été précédées d'un appel lancé par M. Barroso, le très libéral président de la commission européenne : « Il faut que les salariés européens acceptent de travailler plus et plus longtemps pour être compétitifs vis-à-vis des pays émergents ».

Ce message lui-même avait été « servi » en pleine crise et lors des luttes pour les retraites.

Car c'est bien de cela dont il s'agit : Profiter de la crise pour s'en prendre à ce qu'ils appellent les « coûts salariaux ». Et pourtant le coût, bien réel celui-là, payé par les Etats, c'est-à-dire essentiellement par les salariés et retraités pour « sauver » les banques, s'est élevé à 4589 MD€ en Europe.

Alors qu'il faudrait tirer tous les enseignements de cette crise et réformer en profondeur les banques, leur rôle, leur orientation au service d'investissements utiles et assurer leur contrôle citoyen, rien ne change. Au fil des « G20_Parlottes », ce sont les mêmes mécanismes qui s'activent à nouveau avec des ambitions encore plus destructrices pour accroître encore les marges de profitabilité.

Le mythe des « coûts salariaux » pour mieux tromper

Personne ne conteste aujourd'hui que la suraccumulation de capitaux placés à outrance dans la bulle financière depuis 1983 s'est faite au détriment des salaires et a été le déclencheur de la crise systémique du capitalisme mondialisé. Depuis 1983, la part des salaires dans la valeur ajoutée a chuté de 8 points tandis que les profits et les dividendes versés battaient chaque année des records jusqu'en 2009. Les salariés ont donc déjà payé cash le coût d'une crise dont ils ne sont en rien coupables.

- En 2009, plus de 300.000 emplois ont disparu, remplacés par moins de 100000 créations, en grande partie à statut temporaire. Dans l'industrie, c'est 10% des effectifs qui ont été supprimés en 18 mois.

- En 2009 et 2010 les salaires ont évolué moins vite que les prix (du jamais vu depuis 1946) et en 2011, malgré la poussée inflationniste et spéculative, le MEDEF engage une campagne pour freiner les salaires, suivi par Trichet, le patron de la banque centrale européenne pour qui une hausse salariale serait « la pire des bêtises ».

En 2010, c'est reparti de plus belle, les dividendes versés aux actionnaires dans les groupes du CAC40 ont atteint 50% de leurs profits (83 MD€ : +100% en 1 an). Ceux qui ont déclenché la crise et en particulier les banques, se portent au mieux avec des profits indécents (7,8MD€ pour la seule BNP) alors que les Etats européens ont mobilisé 1700MD€ en 2008 pour les sauver de la faillite.

C'est le résultat de ce sauvetage des pyromanes que l'on veut aujourd'hui nous faire payer en conservant les règles qui ont permis ce désastre. Ainsi en 3 ans de crise, la dette publique française est passée de 64% à 84% du PIB. Cet accroissement est directement la conséquence de la crise et de son coût en terme de suppressions d'emplois et d'affaiblissement de l'économie réelle et donc des recettes d'Etat.

Mais pour éviter de débattre de ce vrai dossier, il vaut mieux s'en détourner et réinvestir le mythe des « charges sociales » et de notre soit disant déficit de compétitivité.

C'est ce terrain qu'a ciblé N. Sarkozy en commandant une étude comparative entre la France et l'Allemagne... Une commande neutre évidemment puisque réalisée par COE-REXECODE, un cabinet privé proche du ME-DEF.

Le résultat était couru d'avance : Nous travaillerions moins que les allemands, les «charges» patronales seraient trop élevées en France, les marges des entreprises seraient donc plus faibles, en conséquence nos efforts de R&D et nos investissements industriels seraient freinés, ce qui expliquerait notre retard vis-à-vis de l'industrie allemande. Evidemment, il faut un remède et nos docteurs Diafoirus du libéralisme en ont décidé : Il faudrait diminuer nos « coûts » salariaux de 10%.

Il n'en fallait pas plus pour que le couple « Sarkozy-Merkel » renchérisse et annonce son pacte de compétitivité, impliquant le blocage des salaires via la commission européenne, un taux minimal d'impôt sur les sociétés et pour combler le manque à gagner, une TVA maximale...

Ajoutez à cela le projet d'un âge de départ en retraite unique en Europe (fixé sur le moins favorable) et vous aurez décrypté le programme à venir : assurer aux financiers les marges de profitabilité les plus élevées en écrasant les salaires et la protection sociale.

Ne pas accepter les faux remèdes, rétablir la vérité

Face à ce déferlement, il nous faut porter le fer, dénoncer les arguties, rétablir les faits et débattre de nos propositions. Le chemin pour sortir durablement de la crise passe par la bataille menée par la CGT pour le développement industriel et l'emploi.

- Les salariés allemands travaillent plus que les français : c'est faux ! 1309 heures en Allemagne pour 1469 heures en France, temps complet et partiel inclus.
- Les 35 heures nuisent à notre compétitivité : c'est faux ! Selon l'OFCE, après la mise en œuvre des 35 heures, l'évolution de la compétitivité a été supérieure en France grâce à des gains de productivité plus élevés dans l'industrie (+ 2,4% par an).
- Le « coût du travail » serait plus élevé en France : C'est faux ! Par rapport à la productivité du travail, nous sommes au 8ème rang, derrière l'Allemagne et l'Italie. L'UE des 27 est en moyenne à l'indice 86,68. La France est en dessous à 83,75.

S'il est par contre un point sur lequel l'économie allemande fait la différence, c'est son industrie portée par une volonté de développement prioritaire sur son sol, avec un effort de R&D à hauteur de 2,6% du PIB contre 2% en France.

La politique des banques allemandes est plus ouverte aux prêts industriels qu'aux placements financiers, c'est l'inverse en France.

Par contre, les exportations françaises de capitaux et d'investissements à l'étranger atteignent des sommets : elles représentent 58,6% du PIB français contre 36,9% pour l'Allemagne. C'est notre production industrielle qui s'externalise avec des centaines de milliers d'emplois perdus.

Quant à l'impôt sur les sociétés, il est officiellement de 33% en France mais effectivement de 25% et seulement de 8% pour les groupes du CAC40.

C'est aux coûts du capital qu'il faut s'en prendre

Il est décidément temps de remettre l'économie sur ses pieds et de s'en prendre aux coûts du capital. Comment continuer d'accepter que les dividendes versés aux actionnaires ainsi que les rachats spéculatifs d'actions opérés par les grands groupes soient supérieurs à l'investissement industriel ?

C'est à cette démarche d'assèchement de nos potentiels de développement qu'il faut s'en prendre C'est par des plans d'embauche et de formation que nous ferons grandir une réelle compétitivité, assise non pas sur le dumping social mais sur la reconnaissance des qualifications avec des salaires réévalués.

De même, il faut contraindre les banques à financer l'investissement productif, notamment pour les PME avec des contrats de coopération industrielle et non de subordination entre donneurs d'ordres et entreprises de sous-traitance.

Cette politique de développement industriel passe aussi par des droits nouveaux d'intervention des salariés garantissant que les choix stratégiques et de gestion soient guidés par une efficacité industrielle au service de l'humain.

C'est en valorisant les qualifications, le travail, l'investissement industriel que l'on permettra à l'industrie française d'être réellement productive.

C'est aux coûts du capital qu'il faut s'en prendre, pas aux capacités humaines à créer des richesses. 172 Md€ d'aides et exonérations sont cédées chaque année aux entreprises : Pour quel résultat ? Où sont les gains de « compétitivité » dont on nous parle tant ? Ingénieurs, cadres et techniciens nous avons toute notre place à prendre dans ce débat et dans les exigences à faire grandir pour une industrie vivante, ouverte sur les coopérations, innovante et créatrice d'emplois qualifiés et valorisés.

Ce qui se passe en Egypte, en Tunisie ou plus dramatiquement en Lybie confirme que l'engagement des salariés sur la base de chaque réalité nationale est la voie de l'efficacité pour transformer les choses.

Chez nous, c'est aussi en renforçant nos luttes dans chaque pays et en les coordonnant à l'échelle européenne que nous ferons mieux entendre notre voix contre les cures d'austérité désastreuses et le déni de démocratie que les chefs d'Etats européens réunis à Bruxelles les 24 et 25 mars veulent nous imposer en sourdine, au nom de la « compétitivité »...financière !